



Julie RONDU

Maître de conférences en droit public

Courriel : jrondu@unistra.fr

Thèmes de recherche

- Droit de l'Union européenne
- Cour de justice de l'Union européenne
- Marché intérieur
- Citoyenneté
- Immigration
- Droits fondamentaux

Principales publications

Monographie :

- [*L'individu, sujet du droit de l'Union européenne*](#), coll. « Droit de l'Union européenne », Bruxelles, Bruylant, 2020, 882 p. Préface des Professeurs Francesco Martucci et Dominique Ritleng.

Articles de revues :

- « Liberté d'expression et effectivité de la lutte contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle en matière d'accès à l'emploi (obs. sous l'arrêt CJUE, GC, 23 avril 2020, *Associazione Avvocatura per i diritti LGBTI, C-507/18*) », à paraître à la revue *Europe des droits & libertés/Europe of Rights & Liberties*, n°2, 2020.
- « Le recours aux données empiriques, condition de la proportionnalité de l'action publique pour la Cour de justice de l'Union européenne ? », à paraître à la *Revue française d'administration publique*, n°173.
- « La perte de plein droit de la nationalité devant la Cour de Justice : les droits fondamentaux, accessoires du contrôle de proportionnalité ? (obs. sous l'arrêt CJUE, GC, 12 mars 2019, *Tjebbes e. a., C-221/17*) », *Europe des droits & libertés/Europe of Rights & Liberties*, n°1, 2020.
- « Le contrôle juridictionnel des décisions adoptées à l'issue d'une procédure administrative composite, réflexions sur l'arrêt de grande chambre *Berlusconi* (19 décembre 2018, C-219/171) », *Revue trimestrielle de droit européen*, n°4-2019, pp. 853-867.

- « Les ambiguïtés du mécanisme de *Spitzenkandidat* : un accroissement de la légitimité démocratique de l'Union au détriment de l'autonomie du Parlement européen ? », *Annuaire de droit de l'Union européenne 2018*, pp. 217-239.
- « Marchés financiers : L'Autorité des marchés financiers propose une réforme pour l'application du principe *ne bis in idem* », *Concurrences* n°3-2015.

Contributions à des ouvrages collectifs :

- « L'effet direct horizontal de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », in A. Iliopoulou-Penot, L. Xenou (dir.), *La Charte des droits fondamentaux. Source de renouveau constitutionnel européen*, Bruxelles, Bruylant, 2020, pp. 255-278.
- « Article 28 – Protection contre l'éloignement », in A. Iliopoulou-Penot (dir.), *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille, Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2020, pp. 437-454.
- Avec Aikaterini Angelaki, « Article 8 - Formalités administratives à charge des citoyens de l'Union », in A. Iliopoulou-Penot (dir.), *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille, Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2020, pp. 189-206.
- « Les recours en indemnités introduits devant les juridictions de l'Union par les entreprises condamnées pour des pratiques anticoncurrentielles », in Mezaguer M. (dir.), *Droit de la concurrence de l'Union européenne, Commentaire J. Mégret*, tome II, à paraître.

Codirection d'un ouvrage collectif :

- Forlen A., Hostetter C., Klein L., Marcel A., Rondu J. (dir.), *La sécurité*, Mare et Martin, 2017, 272 p. Actes du colloque des jeunes chercheurs de l'Ecole doctorale 101 de l'Université de Strasbourg.

Chroniques et travaux collectifs :

- Avec Francesco Martucci, « Régulation financière : le Conseil d'État applique l'article 6 de la CEDH à la Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers et à l'Autorité de contrôle prudentiel », *Concurrences* n°3-2014, pp. 195-196.
- Participation à la chronique « Recours effectif et procès équitable », dir. Touzé S., *Journal européen des droits de l'homme*, n°1/2014, pp. 88-110.
- Participation à la chronique « Recours effectif et procès équitable », dir. Touzé S., *Journal européen des droits de l'homme*, n° 1/2015, pp. 85-100.
- « Le pouvoir juridictionnel dans l'ELSJ : Quel espace pour le juge ? », Ateliers doctoraux du GDR ELSJ, *RTD Eur.* n°3-2015, pp. 529-543.

Article en ligne :

- « Les partis politiques européens : que sont-ils et à quoi servent-ils ? », *Les surligneurs*, avril 2019, <https://lessurligneurs.eu/>.

Recensions d'ouvrages :

- *Social Legitimacy in the Internal Market. A Dialogue of Mutual Responsiveness*, Mulder J., *RTD Eur.* 2019, n°1, pp. IV-V.
- *Dawn Raids Under Challenge. Due Process Aspects on the European Commission's Dawn Raid Practices*, Andersson H., *Concurrences* n°1-2019, pp. 244-245.
- *La portabilité du statut personnel dans l'espace européen*, Pfeiff S., *RTD Eur.* 2018, n°2, pp. III-V.
- *The Normative Foundations of European Competition Law. Assessing the Goals of Antitrust through the Lens of Legal Philosophy*, Andriychuk O., *Concurrences* n°2-2018, pp. 241-242 (recension rédigée en anglais).
- *The European Union in the World – Essays in Honour of Marc Maresceau*, Govaere I., Lannon E., Van Elsuwege P., Adam S.(dir.), *Concurrences* n°2-2015, p. 234.
- *Les actions civiles de concurrence. Union européenne, France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Suisse, États-Unis*, Vogel L., *Concurrences* n°3-2014, pp. 243-249.
- *La preuve dans le droit de l'Union européenne*, Fartunova M., *Concurrences* n°2-2014, p. 248.
- *The Historical Foundations of EU Competition Law*, Patel K. K., Schweitzer H. (dir.), *Concurrences* n°2-2014, pp. 250-251.

Enseignements

- Politique de la concurrence de l'Union européenne, Master 2 Droit et politiques de l'Union européenne
- Droit institutionnel de l'Union européenne, Licence 2 Droit
- Institutions européennes, Première année Sciences Po Strasbourg
- Coopération judiciaire pénale, Master 2 Droit de l'espace de liberté, sécurité et justice
- Institutions administratives, Licence 1 Droit et AES
- Droit de l'Union européenne, IEJ
- Droit du marché intérieur, Master 2 Droit international et européen des affaires et Master 2 Droit des produits de santé en Europe
- Droit administratif, Licence 2 Droit régime salariés

Responsabilités administratives

- Membre du jury de l'examen d'accès au CRFPA (grand oral sur la protection des libertés publiques et des droits fondamentaux), Strasbourg, 2019.